
Les banques européennes et l'Union Bancaire

François Veverka

COE Rexecode-24 avril 2014

2004-2014: le monde a changé

La banque de 2004: sophistication et prise de risque



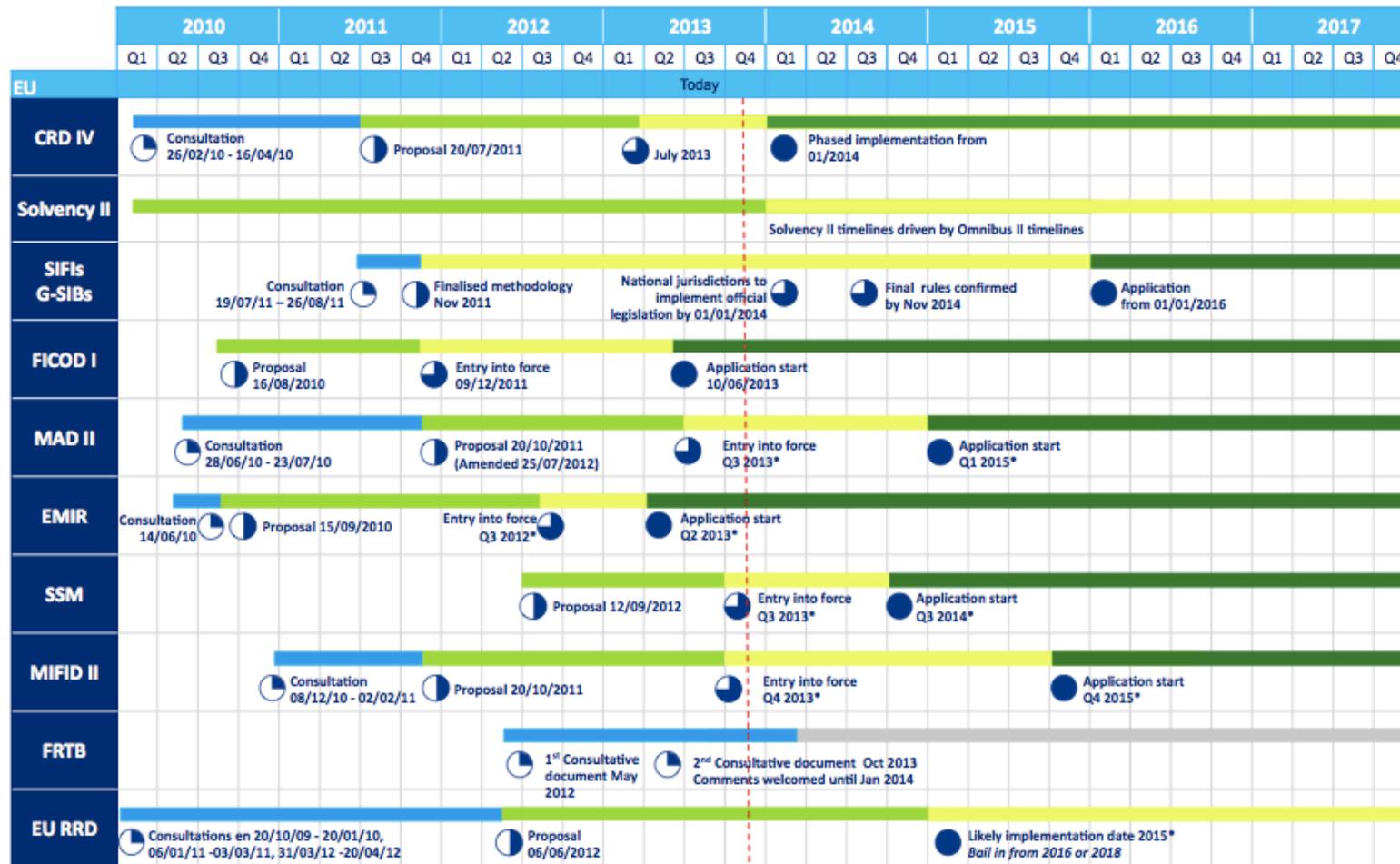
- Bâle 2: maximisation du ratio RWA/FP grâce aux modèles internes
- Priorité à la croissance externe et à l'accroissement des bilans
- Priorité à la banque de marché
- Développements de produits complexes (CDO d'ABS, produits de corrélation, dérivés actions, matières 1ères)
- ROE/ROTE \geq 15-20%
- Liquidité sans limite
- Le crédit comme axe majeur de croissance
- Haut niveau de rentabilité et haut niveau de risque

La banque de 2014: back to basics



- Bâle 3/CRD IV: accroissement massif des fonds propres, méfiance sur les modèles
- Deleveraging et réduction des bilans (ratio de levier)
- La banque de marché en fort recul
- Retour aux produits vanille, aucune banque européenne n'est réellement "globale"
- ROE/ROTE entre 5 et 10% au mieux
- Liquidité contrainte majeure (LCR, NSFR)
- "originate to distribute"
- Priorité à la réduction des risques et aux programmes de réduction des coûts

Quelques évolutions réglementaires depuis 2010



■ Formulation of Regulatory Initiative
 ■ Legislative process
 ■ Readiness for Implementation
 ■ In force
 🕒 Consultation / Discussion paper
 📄 Proposal
 📅 Entry into force
 📍 Application

Dodd Franck Act

Regulation and Supervision of Benchmarks

Principles for effective risk data aggregation (PERDAR)

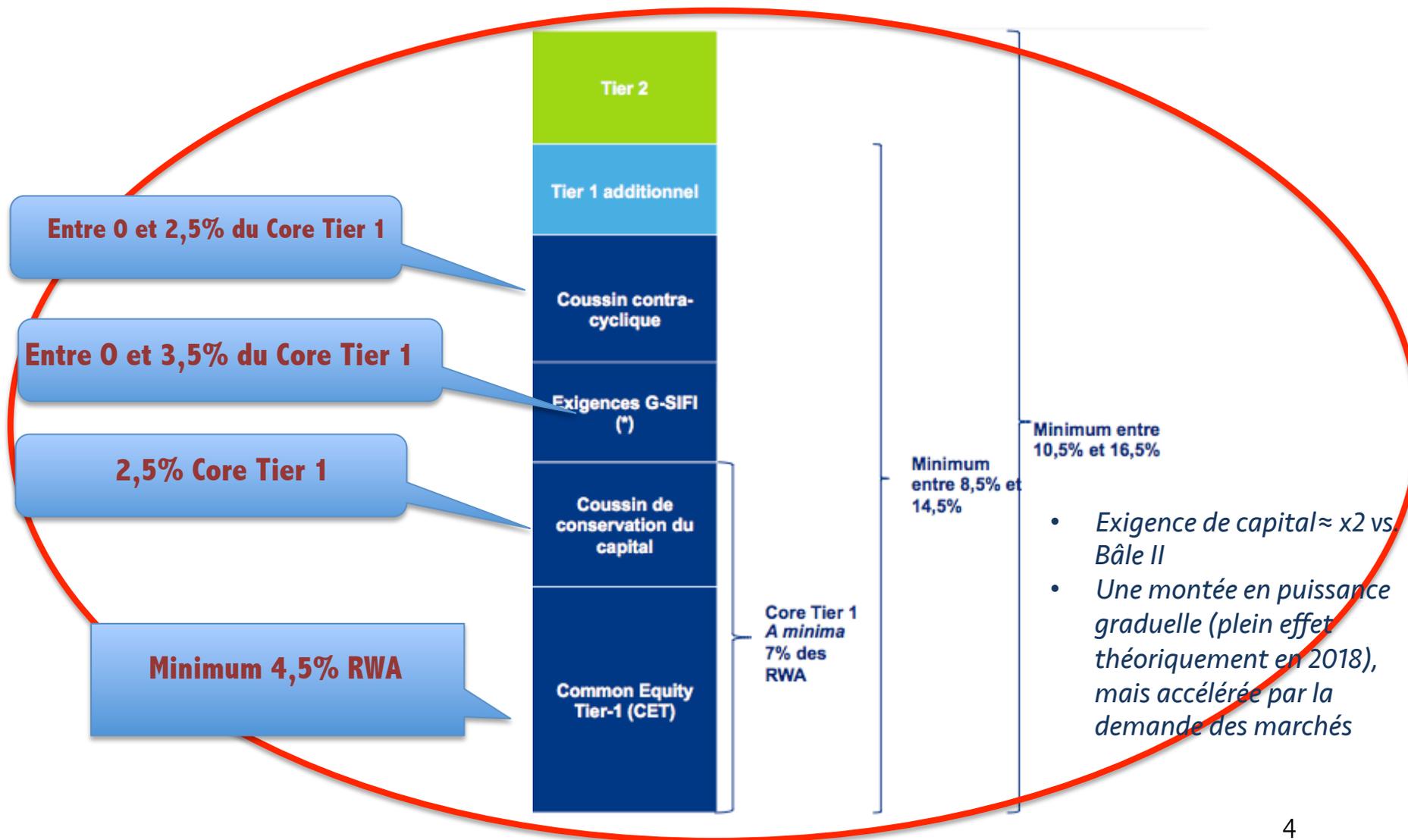
UCITS V

Financial Transaction Tax (FTT)

... 3

Source Deloitte

Exigences de capital fortement durcies sous CRD IV/CRR1



Exigences renforcées en terme de liquidité et de levier

- **Liquidité:** objectif de renforcement des exigences de liquidité à court et moyen terme et application des mêmes normes pour tous les établissements
 - Définition d'un ratio à CT (LCR exigence de liquidité à 1 mois) et à MT (NSFR, liquidité à 1 an)
 - Seul le LCR est stabilisé pour une mise en œuvre en 2015
 - “Phasage” progressif, mais ici encore, anticipation beaucoup plus précoce exigée par les marchés
- **Levier:** application d'une limite à l'endettement bancaire à travers un ratio plus frustré mais jugé robuste qui ne dépende pas de pondérations sujettes à caution (modèles)

Le ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio)

$$\text{LCR} = \frac{\text{Coussin d'actifs liquides}}{\text{Exigibilités nettes à 30 jours}} = \frac{\sum \text{Juste valeur} \times \text{pondération}}{\sum (\text{Outflows} - \text{Inflows})} \geq 100\%$$

- Survie à 30 jours: les positions inférieures à 1 mois ne sont pas prises en compte
- Hypothèses de stress
 - "Idiosyncratique":
 - Dégradation du rating de 3 plots
 - Tirage imprévu sur lignes de crédit
 - Fermeture partielle du marché interbancaire
 - "Systémique": augmentation de la volatilité des marchés financiers
 - Les deux: run-off sur les dépôts

- Pondération des actifs liquides: $\geq 60\%$
 - Cash et dépôts BC
 - Titres de l'Etat (ou garantis) où la banque est exposée
 - Autres actifs "extrêmement liquides et de haute qualité" (HQLA)
- Pondération des actifs liquides $\leq 40\%$
 - Actifs mobilisables très liquides avec une qualité de crédit satisfaisante RMBS, notation $> BBB$ etc)

Levier et autres ratios

- **Ratio de levier**

- Principe: un ratio simple (simpliste?) constituant un garde-fou par rapport aux ratios “model-driven”
- Définition:

$$\text{Ratio de levier} = \frac{\text{Fonds propres de base (Tier 1)}}{\text{Montant total des engagements}} > 3\%$$

- Approches comptables différentes entre les USA et l'Europe (pas de compensations en IFRS contrairement aux US GAAP) nécessitant des ajustements prudentiels
 - Egalement poids très fort de la “discipline de marché”
- **Ratio NSFR, MREL** (minimum de dettes “bailinables” etc)...

Risque de contrepartie sur opérations de marché

- Directive EMIR:
 - réduction du risque de contrepartie sur dérivés (taux, crédit, change, matières premières, dérivés actions)
 - Réduire le poids des marchés OTC, obligations de reporting et de collatéralisation pour les acteurs financiers
- **CVA et DVA**
 - CVA
 - Principe: calcul du risque de défaut de contrepartie sur les opérations de dérivés indépendamment de la sécurisation de l'opération de couverture
 - Impact potentiellement très important et contre-intuitif sur les résultats des banques (perte si amélioration relative du risque de la banque par rapport à ses contreparties)



- DVA: impact du risque lié à la détérioration du crédit de l'établissement
 - Normalement en sens opposé de la DVA
- Conséquences importantes sur les résultats et les exigences de fonds propres (cf. comptes BNPP/SG/CASA 2013)
- **Nouveaux durcissements anticipés (2015)** actuellement à l'étude par le comité de Bâle
 - revue fondamentale du trading book,
 - remplacement de la VaR et VaR stressée par l'«Expected Stressed Shortfall» (estimation de la perte potentielle maximale au lieu de la perte maximale avec une durée et une probabilité fixées a priori)

Protection des clients: MIFID, MAD, IVème Directive

- **MIFID II**

- Obligation de réaliser des transactions via des marchés organisés (marchés régulés, MTF, OTF...)
- Obligation de reporting sur une durée longue
- Encadrement du Trading haute fréquence
- Information plus complète des investisseurs et encadrement des commissions

- **MAD II**

- Sanctions potentielles en cas de présomption d'abus de marché et d'insuffisance d'outils de détection
- Contrôle renforcé des opérations d'initiés sur les marchés dérivés
- Renforcement des pouvoirs de contrôle, coopération internationale et alourdissement des sanctions administratives et pénales

- **IVème Directive:** au delà de la LAB et de la lutte contre le terrorisme

- Réduction des exemptions de vigilance et recherche des bénéficiaires effectifs
- Inclusion de infractions fiscales dans le périmètre de la Directive
- Durcissement des exemptions pour les pays tiers
- Attention sur les "Personnes Politiquement Exposées"

*Nécessité de refonte des procédures et systèmes de contrôle interne
avec des risques de sanction et de réputation à la clé*

La séparation des activités bancaires: les réformes existantes ou en projet



- **Europe/ Commission Liikanen:** filialisation des activités de trading (pour compte propre et clientèle à partir d'un certain seuil) dans une filiale séparée et 'at arms' length'



- **Allemagne/ Trennbankengesetz:** les banques de dépôt doivent cantonner, au delà d'un certain seuil les activités de trading, les opérations spéculatives et à haute fréquence, et celles avec des hedge funds dans une entité dédiée



- **UK/ Commission Vickers:** cantonnement des activités de dépôt dans une entité dédiée avec des exigences prudentielles renforcées



- **France/ Loi de séparation et de régulation des activités financières (18/07/2013):** objectif de séparer les activités "utiles" des activités "spéculatives"; création de structures dédiées pour ces activités au delà d'un certain seuil, mais difficultés pour définir les zones grises:
 - Activités "utiles": collecte des dépôts, services de paiement
 - Activités "spéculatives": trading pour compte propre; acquisition de parts de HF ou 'financement structurés'
 - "Zone de recoupement": services d'investissement pour la clientèle, compensation d'instruments financiers, couverture des risques, tenue de marchés...
 - Activités interdites: trading HF, instruments financiers à sous-jacent agricole



- **Europe/ Commission:** projet de durcissement des règles de cantonnement au delà des exigences allemandes et françaises

L'Union Bancaire, nouveau pilier de la zone euro

- Décidée par le Conseil européen de juin 2012
- Assurer une efficacité optimale de la politique monétaire et mettre un terme à la fragmentation du marché monétaire dans la zone euro
- Assurer une supervision efficace des banques les plus importantes en supprimant les tropismes nationaux
- Eviter l'aléa moral et réduire le coût d'un sauvetage pour le contribuable

Architecture de l'Union Bancaire

- **Le schéma théorique**

- Un superviseur unique, la BCE, "assisté" par les autorités nationales de supervision
- Un mécanisme de résolution unique des crises
 - Adossé à la Directive européenne de redressement et de résolution des crises bancaires avec le « bail in » (financement par les créanciers privés)
 - Une autorité européenne de résolution
 - Un fonds européen de résolution
- Un Fonds européen de garantie des dépôts (horizon long terme)
- Une seule réglementation financière: CRD4-CRR renforcée par la supervision de la BCE, notamment pour les banques européennes: réglementation unique ('Single Rule Book')

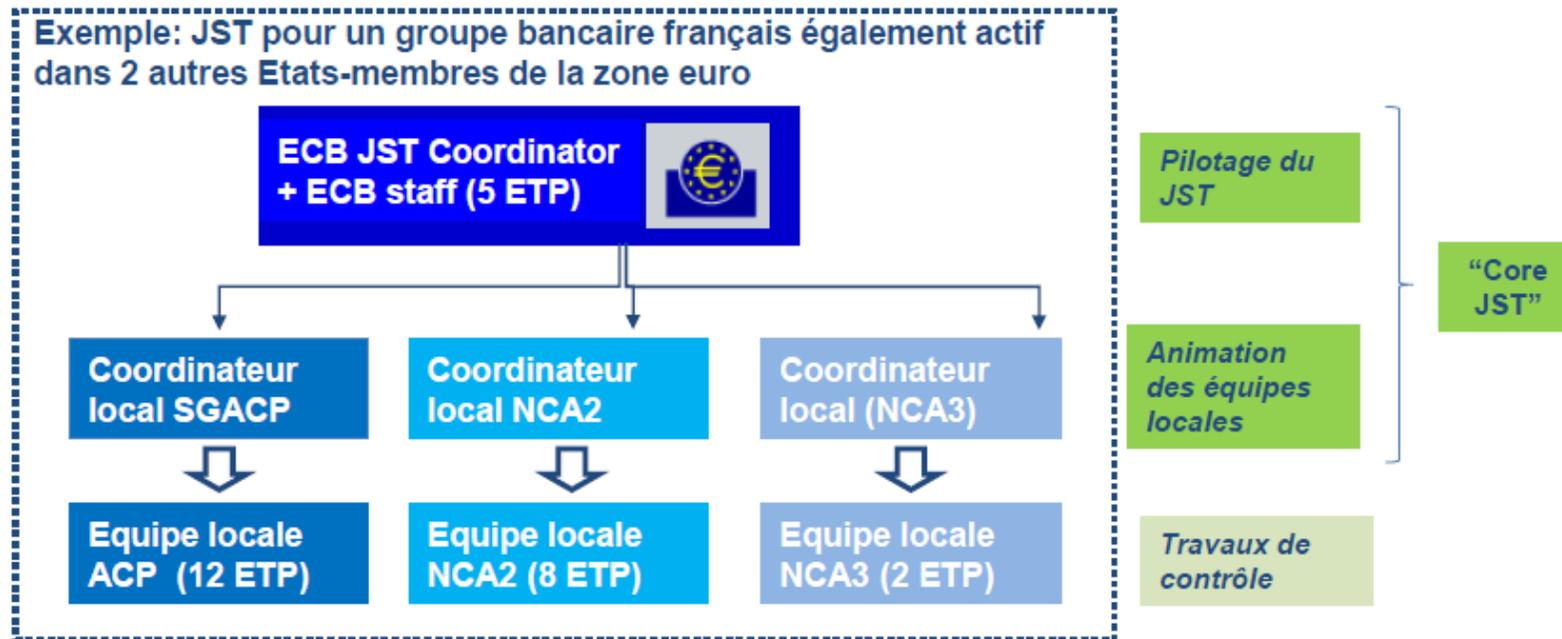
- **La mise en oeuvre**

- Transfert de la supervision à la BCE: un mécanisme en cours de déploiement (cf. infra)
- Les difficultés sur la résolution bancaire ne sont pas surmontées malgré le compromis Commission/Conseil/ Parlement du 12/3/14
- Transfert à longue échéance du fonds de garantie au niveau européen

France: transfert de compétences de l'ACPR vers la BCE

- **Pour les banques sous MSU:**

- Les pouvoirs de décision et de sanction sont transférés au Conseil de supervision de la BCE
- Le contrôle opérationnel est partagé entre des équipes BCE et des équipes locales, au sein de "Joint Supervisory Teams"



Source: ACPR – Les enjeux de l'Union bancaire européenne (14 juin 2013)

La transfert de la supervision à la BCE

- La BCE en charge **des 128 établissements les plus importants de la zone euro**, les autres supervisés par les instances nationales
 - Critères: > 30 Mds total de bilan, ratio actifs totaux/PIB >20%, parmi les 3 établissements les plus importants dans chaque Etat-Membre
- Vision ambitieuse de son rôle par la Banque Centrale Européenne
- Position tranchée (*cf. interview de D. Nouy au Financial Times début février*) sur:
 - La **nécessité d'accepter des faillites bancaires** et de ne pas pérenniser des établissements non viables
 - Le **traitement actuellement trop favorable des dettes souveraines** dans les pondérations de fonds propres
 - L'intérêt de compléter les ratios bâlois par **l'introduction d'un ratio de levier** contraignant
- Préalable au transfert de la supervision à la BCE (automne 2014), les **Asset Quality Review** et les **Stress Tests**

Avant l'union bancaire: AQR et stress tests

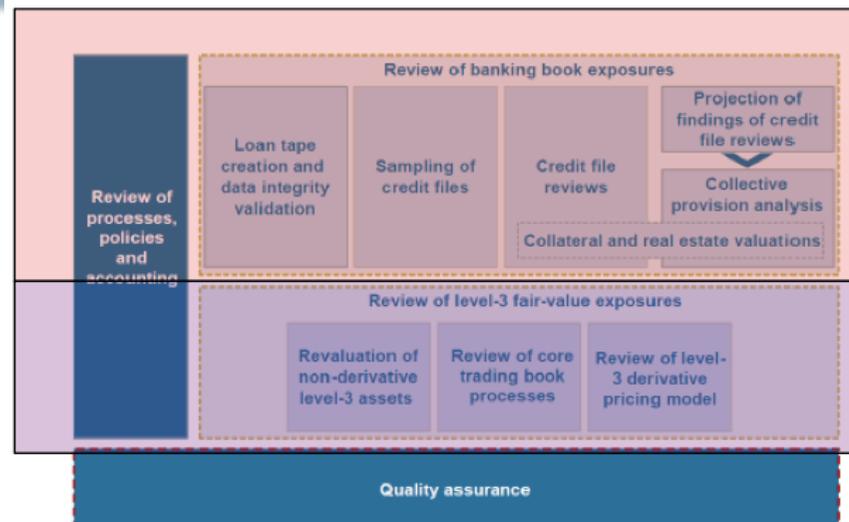
- **AQR:** un “bilan de santé” des 128 principales banques de la zone euro d'ampleur sans précédent comportant 3 phases:
 - phase 1 (juillet-septembre 2013) : les régulateurs collecteront des informations détaillées sur l'ensemble des portefeuilles (de qualité comptable ou rapprochées de la comptabilité) afin de définir des méthodes de sélection des portefeuilles à risque, selon une définition des régulateurs nationaux qui seront ensuite “harmonisées” au niveau de la BCE
 - phase 2 (octobre 2013-mars 2014) : revue ligne à ligne des portefeuilles sélectionnés par les inspections des superviseurs effectuée *in situ* (auditeurs de l'autorité locale renforcés par des auditeurs externes + équipes mixtes avec participation d'inspecteurs d'autres autorités nationales)
 - phase 3 : consolidation des résultats et “peer review” (printemps-été 2014). par un collège mêlant des superviseurs de pays différents
- **Stress tests**
 - sur la base de scénarios défavorables définis par l'EBA, détermination de l'insuffisance potentielle de fonds propres (ratio CET1) nécessitant des mesures correctrices pour 124 établissements

*Automne 2014: publication des résultats et mesures correctrices
avant transfert officiel de la supervision à la BCE*

AQR: schéma général

Les 10 blocs fonctionnels:

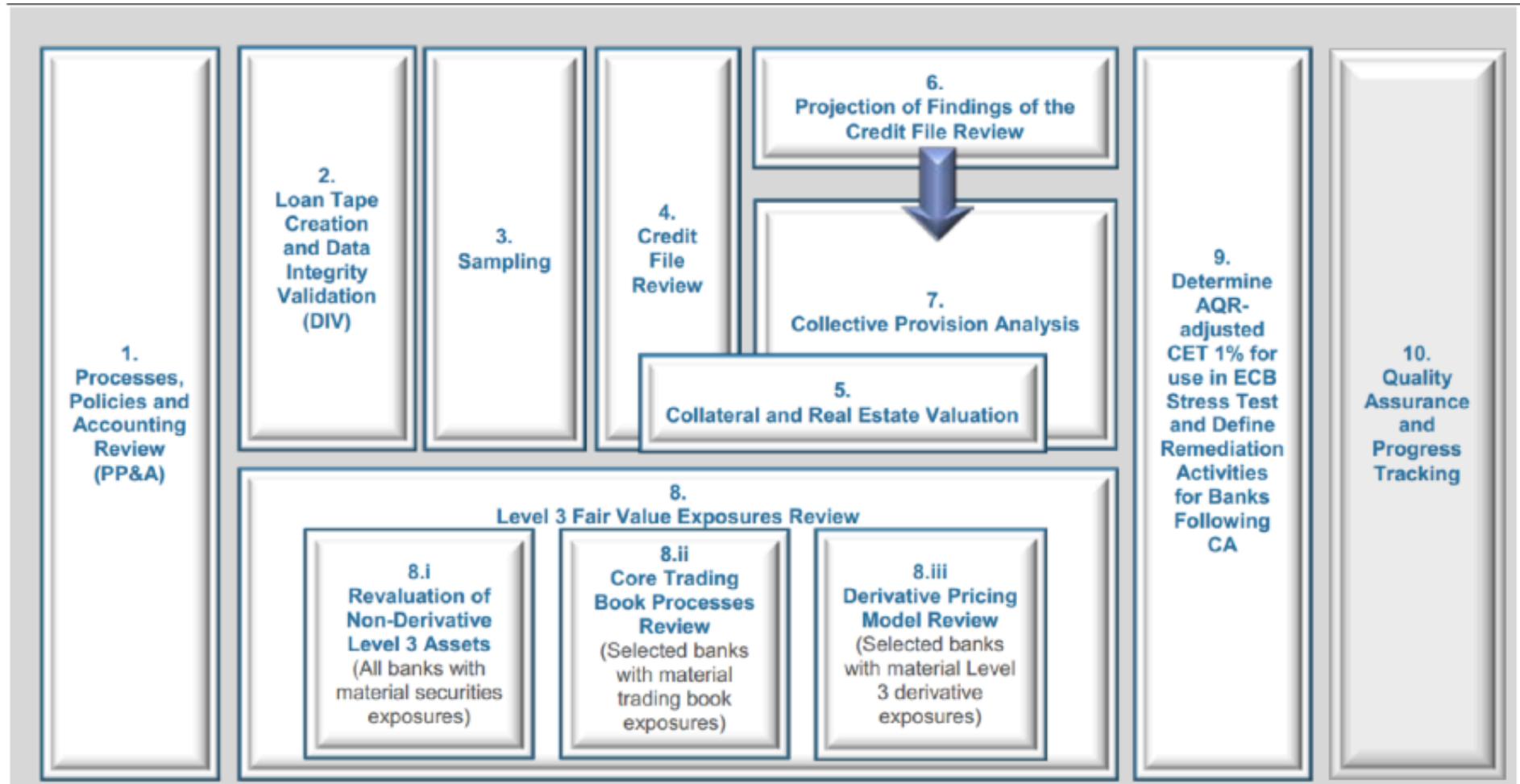
1	Revue des principes et procédures comptables	17/02 – 14/03
2	Production du "fichier détaillé" et contrôle d'intégrité des données	3/02 – 11/04
3	Echantillonnage des dossiers (450 dossiers par portefeuille)	21/03 – 16/05
4	Analyse individuelle des 450 dossiers par portefeuille	4/04 – 20/06
5	Evaluation des sûretés	28/03 – 6/06
6	Extrapolation du diagnostic de la phase d'analyse des dossiers crédit	20/06 – 27/06
7	Analyse des provisions collectives par confrontation à un modèle développé par la OW et la BCE («challenger model»)	11/04 – 30/06
8	Revue des expositions en juste valeur de niveau 3	17/02 – 4/07
9	Détermination d'un ratio CET1 ajusté pour le stress test et définition des actions correctives	7/07 – 18/07
10	Contrôle qualité et suivi du degré d'avancement	Durant tout l'exercice



**AQR
Crédit**

**AQR
Marché**

Les étapes de l'AQR phase 2: schéma détaillé



Source: ECB

Les stress tests EBA

- **Le nouveau rôle de l'EBA**
 - Détermination des normes et méthodologies
 - Définition des pratiques de supervision
 - Conduite des stress tests
- **Les stress tests post AQR**
 - Été 2014, résultats publiés en octobre
 - 124 banques, légères différences avec l'échantillon BCE
 - Scénario : 8% B3 CET1 pour scénario de base, **5,5% pour scénario stressé, avec "phasage" de 60% à horizon 2016** (possibilité pour les régulateurs nationaux d'effectuer un calcul sans phasage).

Evaluation à "bilan constant" avec neutralisation des taux de change et pas de prise en compte de plans d'ajustement

*Les **paramètres de risque** concernent le risque de crédit, l'ALM, le coût du funding, le traitement du risque souverain et le comportement des titrisations*

*Point sensible, **le traitement des actifs souverains**: traitement du trading book et AFS en M2M, portefeuille HTM ajusté en fonction de paramètre définis par le superviseur, question encore ouverte et délicate*

AQR et stress tests: Bilan d'étape à mi-avril 2014

- **Un chantier considérable**

- Cf. Manuel AQR 'phase 2' du 12/3/14: 297 pages 58% des RWA couverts (€3,72 Tn correspondant à ≈ €11 Tn actifs),"; revue de la couverture des risques juridiques, forbearance, utilisation de modèles alternatifs et provisions supplémentaires pour risque sur contreparties fragiles mais non douteuses, valorisation des actifs de niveau 3 sur opérations de marché etc.): des milliers de dossiers et des centaines de milliers de données auditées, plusieurs centaines de collaborateurs mobilisés dans les grands établissements

- **Le "grand soir" des banques européennes aura-t-il lieu?**

- La BCE pourrait adopter une approche pragmatique dans le déroulement des AQR et les hypothèses des stress tests semblent (au stade actuel) assez peu contraignantes (cf. p.20)
- Incitation à un nettoyage préventif plutôt que des remédiations lourdes
 - Réduction de 2000 Mds € depuis 2011 et 900 Mds € des bilans des banques européennes au 4^{ème} trimestre 2014 (cf. compensation des dérivés)
 - Nombreuses annonces d'augmentation de capital ou de ventes de participations pour réduire les bilans et les risques essentiellement concentrées sur l'Espagne et l'Italie + petites banques allemandes
 - Raiffeisen (Autriche: annonce augmentation de capital de € 2,5 Mds)
 - Les Landesbanken allemandes sont sous forte pression (HSH, BayernLB impactée par Hypo Alpe Adria)
 - Bankia (Espagne): vente de participations, dont Iberdrola pour 1,6 Mds € + Mapfre et Indra pour 2,4 Mds €
 - Caixa Bank (Espagne): vente de participations et émissions d'obligations convertibles en titres tiers (Repsol)
 - Revue des actifs bancaires par la Banque d'Italie et demandes diverses de provisionnement supplémentaire
 - Nettoyage du bilan d'Intesa Sanpaolo (Italie): accroissement des provisions de 51% soit ≈ 3 Mds EUR et dépréciations de 5,8 Mds de goodwill
 - Unicredit (Italie): supplément de provisions de 9,3 Mds € (dt 8 en Europe Centrale) et 9,2 Mds de dépréciation de goodwills, conduisant à une perte nette de 13,7 Mds
 - Banca Carige (Italie): renforcement des fonds propres pour 0,8 Mds € après réajustement des résultats
 - Banca Popolare (Italie): augmentation de capital + 1,5 Mds €
- Pour les banques des autres pays cœur, des dépréciations et provisions supplémentaires sont probables de au T1 et surtout T2 2014

AQR et stress tests: paramétrage

- **Des échantillons différents**
 - 128 banques pour les AQR (+21 hors zone Euro), 124 banques (exclusion des filiales) pour les ST
- **Une gouvernance complexe**
 - Pouvoirs d'adaptation forts conférés en théorie aux superviseurs nationaux (ratios de capital, phasage et traitement des expositions souveraines) mais forces de rappel
- **Trouver le bon réglage?**
 - Ratio EBA de 5,5% CET 1 phasé pour le scénario adverse (point à confirmer, mais possibilité pour les superviseurs de fixer des ratios plus sévères)
 - Incorporation des instruments Additional Tier 1 et Tier 2 dans les ratios CET 1 ("CoCos") dès lors que le trigger est supérieur ou égal à la cible
 - Traitement assez peu contraignant des expositions souveraines
 - Portefeuille de trading: valorisation MTM, déduction des résultats
 - Portefeuille détenu à maturité (HTM): impact sur les résultats si provisions supplémentaires
 - Portefeuille AFS: évaluation MTM, déduction des pertes éventuelles des fonds propres sur décision du superviseur (phase-in CRD IV)- Permet d'éviter des effets catastrophiques sur le carry trade (banques espagnoles et italiennes) tout en maintenant une certaine crédibilité et en ne remettant pas en cause les conditions pour respecter le ratio LCR (portefeuille HQLA)

AQR: une évaluation des résultats possibles

Etude de janvier 2014 de Keefe, Bruyette & Woods couvrant l'ensemble de l'échantillon AQR/stress tests

- **Balance Sheet Review (AQR):** Globalement, un impact total plutôt modéré, qui pourrait atteindre au maximum €50/100 Mds, 34 banques ne réussiraient pas les ST (avec un benchmark de 6% CET1)
- Les banques les plus exposées sont des petites banques italiennes, grecques et chypriotes, et 4 allemandes

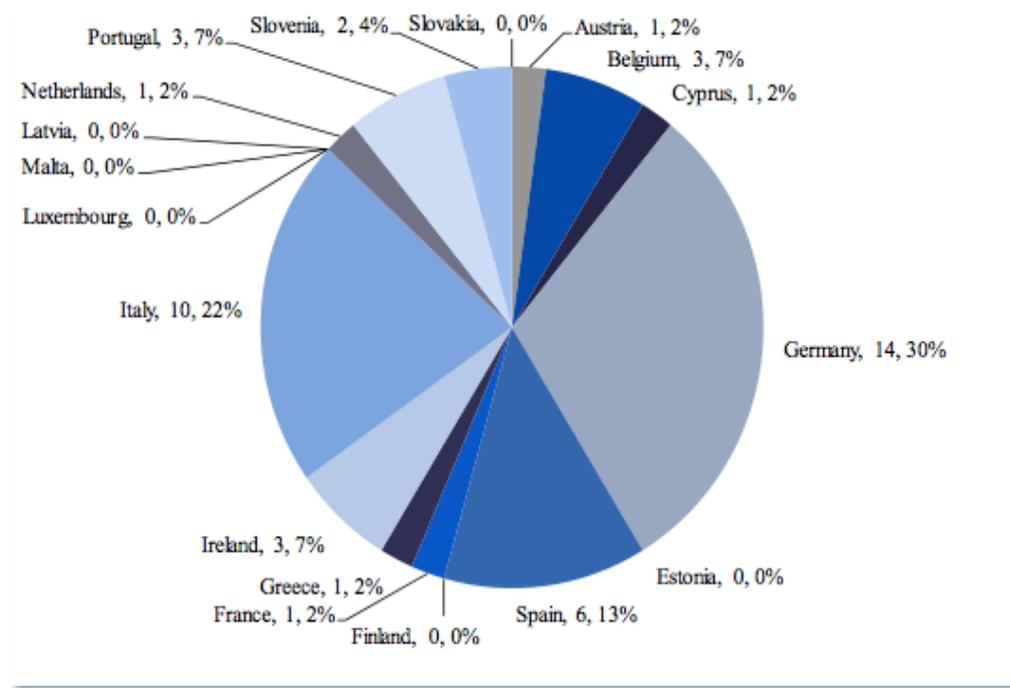
ECB Balance Sheet Review: Bottom 20 exposed names on AQ/capital															
■ The bottom 20 account for €1.1tn in assets (~5% of SSM banks) with 10 names already screening sub-8% CTI															
Total rank	Bank	Capital position						Asset Quality							
		Weight in ranking		40%		5%		10%		15%		15%			
		Assets	RWA (B2)	Phased in B3 (BSR)	#	NAV/assets	#	Total bad loans / gross loans	#	Impaired loan coverage (ex past due NOT impaired)	#	Past due loans NOT impaired in % bad loans	#	Level 3 assets / B3 CTI phased	#
102	Banco Popolare (IT)	129,967	53,674	10.4%	76	5.0%	47	21.8%	103	27.2%	116	14.8%	58	10.1%	83
103	LB Berlin (DE)	112,511	26,963	9.6%	95	1.8%	110	6.6%	56	37.3%	100	20.5%	67	2.1%	50
105	NKB (SL)	5,200	4,052	6.3%	119	4.1%	68	31.5%	111	60.3%	41	4.1%	34	4.4%	64
106	HSBC (MT)	5,748	2,833	8.0%	108	5.8%	33	9.5%	69	36.1%	104	43.6%	106	0.0%	1
107	UBI (IT)	125,002	60,282	10.0%	89	5.7%	36	17.0%	94	32.3%	110	31.3%	90	3.3%	57
108	Credito Emiliano (IT)	30,803	16,155	9.9%	90	5.6%	38	10.9%	73	40.6%	95	42.2%	104	6.9%	77
109	Liberbank (ESP)	45,508	18,351	9.2%	98	3.1%	89	20.5%	102	46.2%	79	3.6%	31	30.7%	110
110	Hellenic Bank (CY)	6,379	5,314	8.0%	107	6.0%	31	54.7%	121	55.8%	55	49.8%	111	1.6%	49
111	NordLB (DE)	208,242	72,646	9.1%	99	3.4%	84	6.9%	57	38.9%	96	34.7%	94	5.8%	72
112	NLB (SL)	13,665	10,204	6.7%	116	5.2%	43	51.0%	118	42.7%	92	9.8%	48	4.4%	63
113	IKB (DE)	31,090	16,513	6.5%	118	1.0%	117	6.3%	54	56.9%	50	10.4%	51	48.5%	115
114	BPER (IT)	61,438	44,314	8.5%	105	5.8%	34	22.8%	105	38.0%	99	12.7%	55	16.2%	94
115	Veneto Banca (IT)	42,226	25,447	6.8%	115	3.5%	81	16.2%	91	31.5%	112	0.0%	1	30.4%	109
116	W&W AG (DE)	75,424	5,357	6.6%	117	3.9%	73	2.3%	18	27.3%	114	4.2%	35	250.0%	122
117	Pop di Sondrio (IT)	33,116	23,947	7.5%	113	5.7%	35	14.7%	85	37.1%	102	25.1%	77	11.2%	86
118	NBG (GR)	110,434	57,300	8.3%	106	3.3%	87	51.3%	119	27.9%	113	21.7%	70	5.7%	71
119	Pop di Vicenza (IT)	46,478	28,952	7.8%	112	4.9%	52	16.6%	93	27.2%	115	11.9%	54	18.8%	101
120	Credito Valtellinese (IT)	29,945	18,133	7.8%	111	5.0%	48	33.6%	113	35.0%	105	44.5%	108	4.5%	65
121	Banca Carige (IT)	43,824	23,407	5.6%	120	4.0%	72	20.4%	101	32.0%	111	9.4%	47	25.8%	104
122	Pop Milano (IT)	50,226	43,180	7.2%	114	7.1%	26	23.4%	107	37.2%	101	40.6%	102	29.2%	107

Source: SNL, company data, KBW Research estimates

■ Italian analysts: Small banks score badly vs. large due to lower cash coverage

Stress tests: une évaluation des résultats possibles (2)

Ventilation par pays des banques échouant aux **stress tests** avec un objectif de CET1 @ 7% ⁽¹⁾



⁽¹⁾ Hypothèses: -5% PNB zone Euro 2014/16, +2,5% taux de chômage, -30% baisse prix immobiliers, pas de dégradation des risques souverains

Stress tests: une évaluation des résultats possibles (3)

Stress tests: résultats détaillés par banque (6% CET1 cut-off janvier 2017)

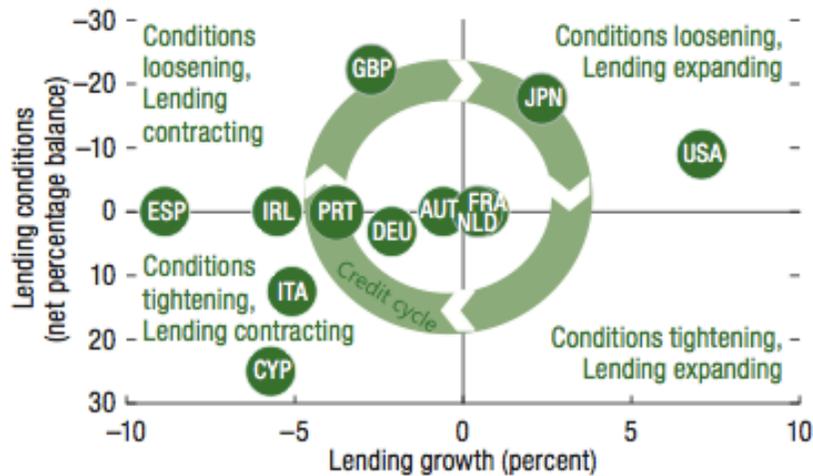
Bank	Stress B3 CT1 Jan-17	FL B3 Jan-17	Excess/shortfall vs. CT1 hurdle (€m)	o/w addl. B3 phase-in (€m)	o/w PPOP less losses vs. buffer (€m)	Bank	Stress B3 CT1 Jan-17	FL B3 Jan-17	Excess/shortfall vs. CT1 hurdle (€m)	o/w addl. B3 phase-in (€m)	o/w PPOP less losses vs. buffer (€m)	Bank	Stress B3 CT1 Jan-17	FL B3 Jan-17	Excess/shortfall vs. CT1 hurdle (€m)	o/w addl. B3 phase-in (€m)	o/w PPOP less losses vs. buffer (€m)
N. Waterschapsbank (NL)	87.4%	85.7%	1,185	-37	1,222	Alpha Bank (GR)	8.8%	6.5%	1,641	-630	2,271	SEB (DE)	6.5%	6.2%	98	-96	194
Clearstream (Lux)	76.9%	75.3%	727	-25	752	Bawag (A.T)	8.7%	6.3%	614	-57	671	CGD (PT)	6.5%	4.8%	399	-719	1,118
Swedbank (EST)	33.4%	32.8%	1,352	-44	1,396	Rabobank (NL)	8.6%	5.5%	7,643	-595	8,239	Allied Irish (IRE)	6.4%	6.1%	338	-302	639
SEB (EST)	30.3%	29.7%	591	-21	612	VW Fin. Services (DE)	8.6%	8.2%	1,160	-237	1,397	BCP (PT)	6.2%	-0.7%	108	-1,273	1,380
Swedbank (Lat)	25.8%	25.3%	527	-19	545	HSBC (FR)	8.5%	8.2%	1,004	-129	1,133	BPER (IT)	6.1%	5.9%	64	-162	226
NRW_Bank (DE)	22.9%	21.9%	10,864	-998	11,862	L-Bank (DE)	8.3%	7.9%	650	-156	806	HASPA (DE)	5.9%	5.7%	-25	-188	163
Sl. Sporitelna (SK)	22.9%	22.6%	979	-29	1,008	BPI France (FR)	8.2%	8.0%	406	-51	457	Pop Milano (IT)	5.8%	5.8%	-97	0	-97
Co-operative Central Bank (CY)	22.1%	21.8%	180	-6	185	ING Bank (NL)	8.2%	7.4%	8,175	-929	9,103	Ulster Bank Ireland (IRE)	5.7%	5.5%	-145	-155	10
UBS (Lux)	21.5%	21.1%	673	-24	697	Hellenic Bank (CY)	8.2%	8.0%	125	-13	138	Groupe BPCE (FR)	5.7%	5.6%	-1,627	-840	-787
VUB (SK)	16.9%	16.6%	843	-33	876	Investar (Argentina, BE)	8.2%	7.9%	234	-39	274	Ibercaja (ESP)	5.6%	4.1%	-144	-106	-38
SID (SL)	16.5%	16.3%	296	-10	307	Aareal (DE)	8.1%	6.2%	414	-97	511	Deutsche Bank (DE)	5.5%	5.1%	-2,430	-2,926	496
BCE (Lux)	15.1%	14.8%	1,159	-55	1,214	DekaBank (DE)	8.1%	7.7%	752	-182	934	Banco Popolare (IT)	5.5%	4.7%	-327	-733	406
ABLV Bank (Lat)	14.6%	14.5%	149	-4	154	Apobank (DE)	8.0%	6.1%	438	-93	531	RLB Ooe (AT)	5.4%	4.4%	-202	-106	-96
BNY Mellon (BE)	14.6%	14.4%	991	-37	1,028	RBS (NL)	8.0%	7.9%	1,541	-151	1,692	Helaba (DE)	5.2%	4.9%	-695	-365	-330
SEB (Lat)	14.4%	14.1%	252	-12	264	Groupe Crédit Agricole (FR)	8.0%	7.9%	13,473	-498	13,971	Commerzbank (DE)	5.1%	4.3%	-2,919	-3,516	597
Tatra banka (SK)	14.2%	12.8%	526	-21	547	La Banque Postale (FR)	7.9%	7.7%	1,141	-147	1,288	Banco Mare Nostrum (ESP)	5.0%	4.7%	-265	-104	-161
Precision Capital S.A. (BI/EPB, Lux)	13.3%	13.1%	713	-31	744	Praeaus Bank (GR)	7.8%	6.1%	1,209	-600	1,809	Pop di Vicenza (IT)	4.8%	4.7%	-422	-85	-337
Nordea (FIN)	13.2%	12.9%	4,503	-248	4,751	Credito Emiliano (IT)	7.8%	7.4%	361	-115	476	Caja Rurales Unidas (ESP)	4.7%	4.5%	-329	-111	-218
Hypo Real Estate (DE)	12.6%	11.8%	1,873	-340	2,213	LBBW (DE)	7.8%	7.4%	2,258	-750	3,008	NordLB (DE)	4.7%	4.5%	-1,418	-429	-990
Bank of Valletta (MT)	12.2%	12.0%	261	-12	273	Iccrea Holding (IT)	7.8%	7.6%	314	-48	362	Credito Valtellinese (IT)	4.7%	4.5%	-297	-53	-243
Banque PSA Finance (FR)	11.9%	11.7%	1,597	-78	1,676	Groupe Crédit Mutuel (FR)	7.6%	7.4%	4,486	-771	5,257	W&W AG (DE)	4.7%	4.5%	-111	-23	-88
OP-Pohjola (FIN)	11.4%	10.9%	2,459	-163	2,622	UniCredit (IT)	7.6%	7.3%	8,775	-2,753	11,528	Permanent tsb (IRE)	4.5%	4.2%	-257	-70	-187
BNG (NL)	11.2%	10.8%	797	-77	875	BNP Paribas (FR)	7.6%	6.6%	12,910	-1,608	14,518	Bank of Cyprus (CY)	4.1%	1.9%	-491	-803	312
DNB (EST)	11.1%	10.9%	36	-3	38	RZB (A.T)	7.5%	5.1%	1,704	-300	2,004	BMP5 (IT)	4.1%	3.6%	-1,937	-728	-1,209
BBVA (ESP)	10.8%	10.4%	17,985	-674	18,659	Catalunya Banc (ESP)	7.5%	7.2%	404	-110	513	LB Berlin (DE)	3.9%	3.7%	-856	-167	-689
Danske (FIN)	10.7%	10.5%	922	-69	991	Kutxabank (ESP)	7.5%	7.2%	678	-210	889	Veneto Banca (IT)	3.5%	3.4%	-787	-64	-723
Bankinter (ESP)	10.6%	10.6%	1,234	0	1,234	Erste Bank (A.T)	7.4%	7.3%	1,799	-270	2,069	Banca Carige (IT)	3.5%	3.4%	-731	-49	-682
Société de Financement Local (FR)	10.5%	10.1%	286	-39	324	RLB Noe-Wien (A.T)	7.4%	6.7%	242	-67	309	NKB (SL)	3.5%	3.4%	-116	-8	-108
KBC Group NV (BE)	10.2%	8.0%	4,895	-372	5,267	KfW Impex (DE)	7.3%	7.0%	486	-190	676	NBG (GR)	3.4%	0.5%	-1,710	-595	-1,114
Santander (ESP)	10.1%	9.2%	23,471	-7,107	30,578	Bank of Ireland (IRE)	7.3%	4.0%	782	-162	943	CEISS (ESP)	3.3%	3.3%	-507	-22	-484
BPI (PT)	9.8%	5.0%	1,036	-567	1,603	Sabadell (ESP)	7.3%	7.0%	1,198	-353	1,551	Liberbank (ESP)	3.3%	2.5%	-579	-81	-499
Banco Popular Español (ESP)	9.7%	9.0%	3,491	-197	3,688	BFA Bankia (ESP)	7.2%	6.6%	1,376	-981	2,357	Dexia NV (BE)	3.3%	3.0%	-1,719	-306	-1,413
Mediobanca (IT)	9.6%	9.6%	2,572	0	2,572	Société Générale (FR)	7.1%	5.4%	4,849	-840	5,689	Belfus Banque SA (BE)	3.0%	2.8%	-1,875	-197	-1,679
Rentenbank (DE)	9.3%	8.7%	696	-195	891	OeVAG (A.T)	7.0%	5.0%	173	-64	237	SNS Bank (NL)	2.6%	2.4%	-822	-67	-755
Unicaja (ESP)	9.1%	8.8%	663	-96	759	BES (PT)	6.9%	6.6%	618	-319	937	HSH Nordbank (DE)	2.2%	1.9%	-2,227	-323	-1,903
HSBC (MT)	9.0%	8.9%	100	-7	107	NCG Banco (ESP)	6.9%	6.6%	253	-130	383	AXA Bank Europe (BE)	2.1%	1.8%	-246	-24	-222
La Caixa (ESP)	9.0%	9.0%	5,831	0	5,831	UBI (IT)	6.8%	6.6%	748	-258	1,006	IKB (DE)	1.9%	1.7%	-1,042	-69	-972
Merrill Lynch Intl. (IRE)	9.0%	8.8%	1,996	-199	2,195	WGZ Bank (DE)	6.8%	6.5%	211	-127	338	NLB (SL)	1.9%	1.8%	-484	-21	-462
RCl Banque (FR)	8.9%	8.8%	1,006	-81	1,087	Pop di Sondrio (IT)	6.7%	6.6%	223	-67	290	Münchener Hyp (DE)	-1.3%	-4.2%	-894	-7	-887
ABN AMRO Bank (NL)	8.9%	8.6%	4,358	-659	5,017	DZ Bank (DE)	6.7%	6.4%	948	-582	1,530						
Intesa SP (IT)	8.9%	8.9%	10,834	0	10,834	Baylaba (BE)	6.6%	3.7%	764	-524	1,288						

- Des résultats plutôt favorables même dans des hypothèses plus sévères que celles attendues (floor CET1, bilan statique, pas de prise en compte de mesures d'assouplissement)
- Parmi les grandes banques internationales, la Deutsche Bank et Commerzbank apparaissent vulnérables
- Plus généralement, les petites banques italiennes, espagnoles et allemandes seraient sous pression

Le soutien des banques à l'activité économique: des situations divergentes dans un marché bancaire européen fragmenté

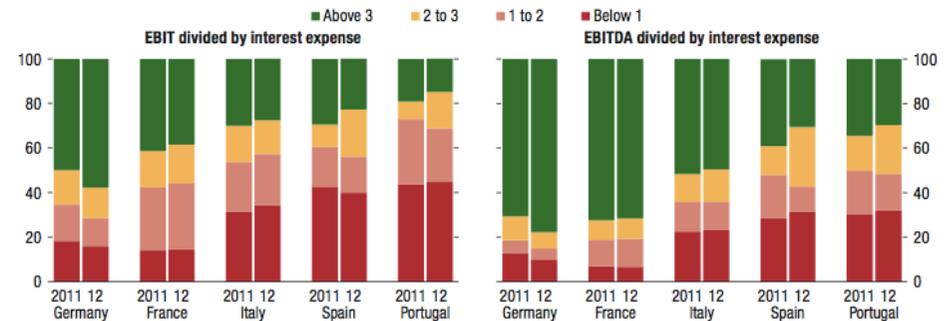
Le cycle économique européen peu dynamique est amplifié par une contribution négative du crédit dans un grand nombre de pays européens

1. Bank Lending to Nonfinancial Companies: Growth and Conditions



Sources: National statistics; and IMF estimates.
 Note: AUT = Austria; CYP = Cyprus; DEU = Germany; ESP = Spain; FRA = France; GBR = United Kingdom; IRL = Ireland; ITA = Italy; JPN = Japan; NLD = Netherlands; PRT = Portugal; USA = United States. Lending growth based on banks located in each country. Lending conditions based on surveys that may not be fully comparable across countries.

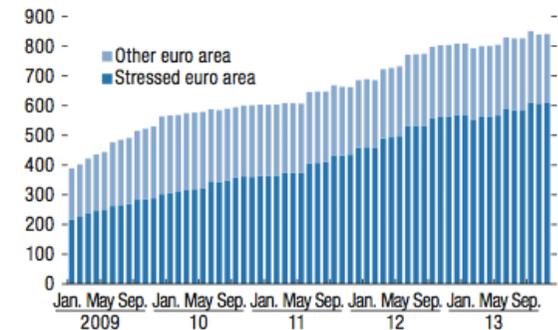
La fragilité des emprunteurs, notamment les entreprises...



Sources: Amadeus database; national central banks; and IMF staff estimates.
 Note: Interest coverage ratio is earnings divided by interest expense. Financial revenues are included in earnings. 2012 data for France are estimated from central bank data using a smaller sample of firms. EBIT = earnings before interest and taxes; EBITDA = earnings before interest and taxes, depreciation, and amortization.

...explique la montée des créances douteuses dans les pays fragiles de la zone Euro

1. Nonperforming Loans (billions of euro)

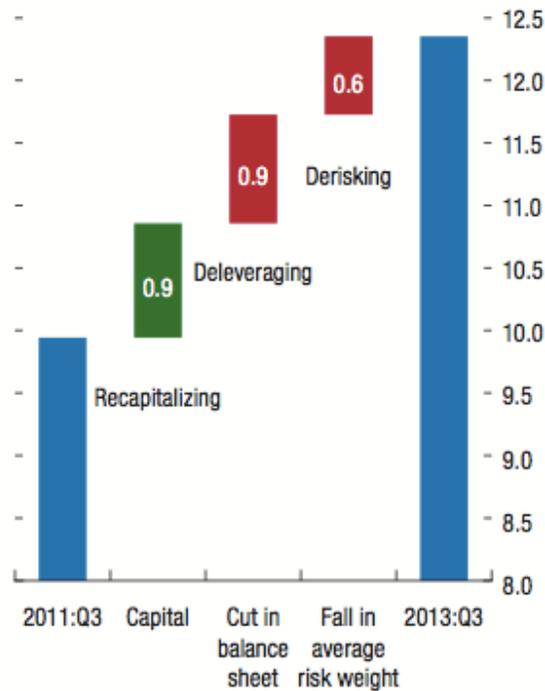


Sources: National central banks; and IMF staff estimates.
 Note: Differences in definitions complicate the comparison of nonperforming loans across economies.

Priorité au “Deleveraging” et au “Derisking”

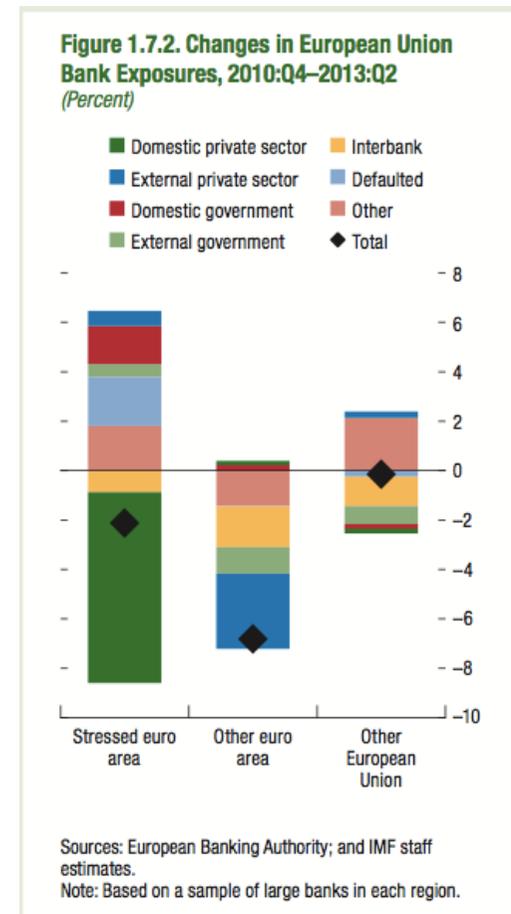
Une réduction des actifs estimée à environ € 2.000 Mds de 2011 à 2013

Priorité à l’amélioration des fonds propres: Réduction des bilans et réduction des actifs aux pondérations les plus élevées



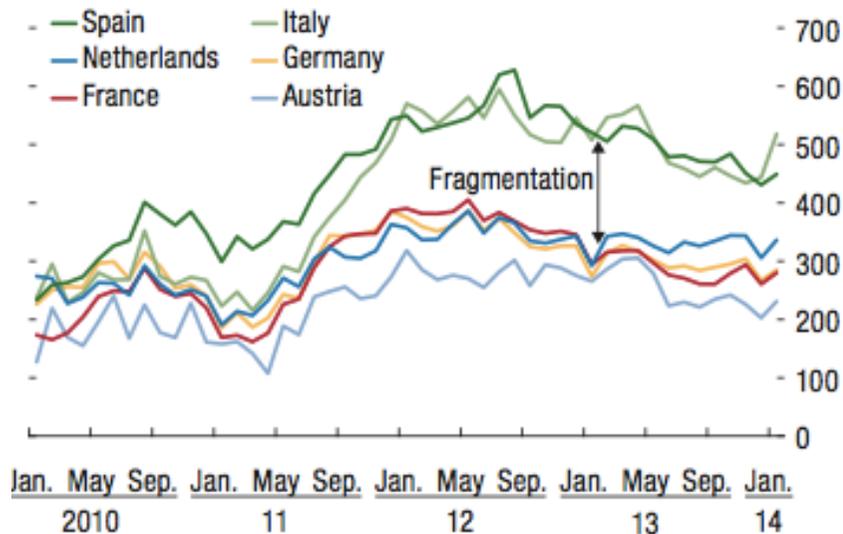
Sources: SNL Financial; and IMF staff estimates.
Note: For a sample of 58 large EU banks.

...qui impacte d’abord les économies des pays les plus fragiles de la zone



La fragmentation des conditions de crédit en Europe complique l'exercice d'AQR

Les conditions de crédit sont assez onéreuses avec des différences marquées entre les pays



Sources: European Central Bank; and IMF staff estimates.

Note: Shows the spread of one- to five-year corporate loans of less than €1 million to five-year German government bonds. The comparison of interest rates across countries can be difficult due to different proportions of loans with the same maturity.

- **Le dilemme de l'AQR:** restaurer la confiance sans accélérer la contraction de l'activité bancaire
- **Les points d'attention pour les superviseurs**
 - Maintenir un provisionnement prudent et faciliter la convergence entre valeur comptable des actifs et valeur de marché
 - Améliorer la transparence sur les risques (ex. harmonisation de la définition des créances douteuses, forbearance...)
 - Traiter la résorption du stock de prêts non performants
 - Faciliter le développement du crédit non bancaire (en particulier, relancer la titrisation)